



UNE ASSEMBLÉE CITOYENNE STIMULANTE

Compte-rendu de l'assemblée du 7 avril 2008 préparé par Guy Paiement

Dans les semaines qui viennent, l'Assemblée nationale va discuter des différents crédits qui seront accordés aux Ministères à la suite du dernier budget. Des questions sur les choix concrets peuvent alors être posées par les partis d'opposition. C'est avec cette marge de manœuvre en tête que des membres de plusieurs groupes communautaires du Plateau ont tenu une assemblée citoyenne en présence du député Daniel Turp.

Deux questions ont été privilégiées. La première a trait à l'avenir du logement social. Il faudrait aller chercher plus de fonds fédéraux, récupérer la diminution de la TPS et, pourquoi pas? taxer davantage les hauts salariés des corporations, comme on se prépare à le faire dans certains pays. D'autre part, il serait urgent de prévoir des fonds pour développer une culture de la participation chez les membres des HLM, quitte à intéresser des groupes communautaires à cette fin. Une rencontre avec la députée Louise Harel pourrait donner des suites à cette préoccupation.

La seconde question retenue a été celle des conséquences pour les personnes à faibles revenus du « Pacte pour l'emploi » du gouvernement. Nicole Jetté, du Front commun des personnes assistées sociales, n'a pas eu de difficulté à montrer les incohérences de ce plan et les entourloupettes qui consistent à changer de place des sommes sans que les personnes les plus mal prises puissent vraiment voir leur situation améliorée. On a aussi souligné l'effet pervers de la mesure offrant quelques dollars de plus à une personne sur l'aide sociale qui accepte de travailler au salaire minimum. Comment ne pas prévoir les conflits qui naîtront entre les travailleurs déjà en place et les nouveaux venus qui gagneront un supplément? Une telle mesure manifeste que le salaire minimum est insuffisant et que la subvention aux personnes dites « aptes au travail » ne réussit pas à les faire vivre. En somme, le « Pacte » semble avoir été conçu pour les entreprises et il est triste de voir que les syndicats n'aient pas vu plus loin que leurs intérêts à court terme. Dans cet esprit, des contacts seront tentés avec certains syndicats pour revoir toute la situation et retrouver une vision plus globale.

Plusieurs suggestions ont aussi été proposées, dont celles de promouvoir l'évaluation du système public afin de vérifier la rentabilité concrète des institutions publiques. Nous aurions alors des faits qui permettraient de répondre aux tenants du tout au privé. Il a aussi été question de réfléchir à la nouveauté qui se cache derrière la notion de « capital social », qui prend acte de l'attaque généralisée du nouveau monde industriel contre les services sociaux et qui suppose que l'on cherche plutôt comment recréer des liens entre les différents acteurs sociaux. Si on l'avait fait, le « pacte pour l'emploi » aurait été bien différent. Avant de terminer, on a proposé de remettre à la députée Lisette Lapointe la référence du livre de Loïs Wacquant, « Punir les pauvres. Le nouveau gouvernement de l'insécurité sociale », Agone 2004 (<http://atheles.org/agone/punirlespauvres>). L'auteur analyse l'expérience américaine du « work fare » et conclut que les changements apportés n'ont pas diminué le nombre de personnes appauvries. Ils les ont simplement rendus plus invisibles.